

Communistes

www.PCF.fr

PCF-OLP : Retour sur la journée du 4 juin (pp. 4 , 10, 11)



Vidéo

Fabien Roussel est
l'invité de BFM
Politique -
Dimanche 8 juin
2025

Protection de l'enfance

**Pour un grand
service public
unifié** (p. 5)

Basket

Fabien Roussel, en février dernier sur BFM, qualifiait Lakshmi Mittal, le milliardaire indien de l'acier, de truand. Truand le père et canaille le fils qui vient d'investir un milliard de dollars pour s'acheter une équipe américaine de basket, les Celtes de Boston (ou Boston Celtics), pour la modeste somme d'un milliard de dollars. Ce n'est plus de l'indécence, c'est un crachat au visage des salariés d'ArcelorMittal. Et tous les Retailleau, qui pia-piaient sur les dangers que représenterait le moindre voleur de poules, ici se taisent. Ils se couchent quand le pognon parle et quand passe l'ennemi public n° 1, ils font mine de ne pas voir. ☹

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LOVE STORY A LA MAISON BLANCHE



Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à [Léna Mons](mailto:Imons@pcf.fr) < Imons@pcf.fr >

12 juin, à partir de 19 h : Gaza, Ukraine, Congo, Trump, montée des extrêmes droites, des racismes et nationalismes... Quelles résistances face à ce déferlement ? Quelles initiatives pour un monde de paix, solidaire et vivable ? Quel rôle pour la France, les peuples et les citoyens ? Débat public avec Patrick Le Hyaric, ancien directeur de *l'Humanité*, ancien député européen, et Julie Ozenne, députée EELV-NFP de l'Essonne. Château de Morsang, Morsang-sur-Orge (91)

15 juin, à partir de 10 h : Fête des Allobroges de la Drôme, autour des 120 ans de *l'Humanité*, avec la présence de Fabien Gay, sénateur et directeur du journal : débat sur la Sécurité sociale, stands associatifs, syndicaux, du livre avec la librairie Notre temps de Valence et fin d'après-midi musicale. Entrée gratuite. Repas républicain 20 €. Terrain des cheminots CGT, Portes-lès-Valence (26)

16 juin, à partir de 18h30 : Énergie nucléaire : une filière durable pour le XX^e siècle, inscriptions : https://www.pcf.fr/nucleaire_durable. Siège du PCF (75019)

17 juin, à partir de 20h45 : Grand concert pour la paix, parrainé par Nihon Hidankyo, organisation japonaise Prix Nobel de la paix 2024. Tarif : 20 €, au bénéfice du Mouvement de la paix. Église St-Sulpice, Paris (75006)

27 juin, à partir de 18 h : Table ronde Quel avenir pour le service public hospitalier ?, avec Alain Milon, sénateur du Vaucluse, membre de la commission des Affaires sociales du Sénat, Anthony Gonçalves, oncologue, professeur de médecine, membre du CN du PCF, Cathy Larsson, secrétaire générale de l'Union santé départementale CGT 84, Muriel Duenas, secrétaire nationale INDECOSA CGT, représentante des usagers dans les commissions d'usagers. Animée par Léo Purguette, directeur du journal *La Marseillaise*. Espace 7, Sorgues (84)

28 juin, à partir de 10 h : Fête départementale du PCF 46 : débats, expos, animations, buvette & grillades toute la journée, musique, karaoké, concours de pétanque gratuit, vente solidaire au profit de la Palestine. Entrée gratuite. Salle des fêtes, Francoulès (46)

22 juin, à partir de 10 h : Fête de Feugarolles organisée par le journal *Le Travailleur* et parrainée par la fédération du PCF Lot-et-Garonne. 10 h Débat : 80 ans de la Sécu, le combat continue pour une sécurité sociale du 21^e siècle ; 12 h repas gascon, 15 h meeting avec Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF, 16 h concert avec le groupe Dîmelotû. Sonorités chiliennes et françaises. Tout au long de la journée : espace librairie, associations, buvette. Salle et halle, Feugarolles (47)

5 juillet : Journée à la mer à Berck-Plage, organisée par la section du PCF du Beauvaisis (60)

6 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances, organisée par la section de Bresles. Stade de football, La Neuville-en-Hez (60)

20 juillet, à partir de 11 h : Concours de pétanque en doublette pour le droit aux vacances, organisé par la section de Bresles. Stade de football, La Neuville-en-Hez (60)

13 septembre, à partir de 13 h : Banquet des vétérans à la Fête de l'Huma : au menu, huîtres et charcuterie, confit de canard, fromage, dessert, tarif 25 €. Stand Auberge du Périgord.

Victoires à l'Assemblée nationale !

Ce 5 juin, Les députés communistes ont mis au vote une résolution pour l'abrogation de la réforme des retraites Borne/Macron.

Résultat : la majorité a voté POUR. Première victoire !

Maintenant, exigeons un référendum pour que le peuple décide lui-même.

Quand le peuple peut enfin s'exprimer, voilà ce que ça donne : le rejet d'une réforme injuste, imposée par le 49.3, contre l'avis de 78 % des actifs.

Le gouvernement doit entendre la représentation nationale et abroger sans attendre ! ✪

Signez la pétition du PCF

https://www.pcf.fr/petition_retraite



**LES DÉPUTÉS COMMUNISTES
ONT MIS AU VOTE**

**L'ABROGATION DE LA
RÉFORME DES RETRAITES**

VICTOIRE

**IL FAUT QUE LE GOUVERNEMENT ÉCOUTE
LA REPRÉSENTATION NATIONALE**

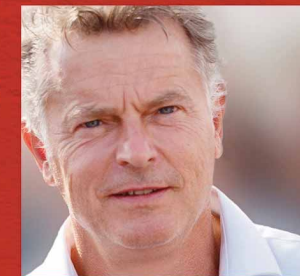


Communistes

(1045) • 11 juin 2025



« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
**LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL**

Fabien Roussel

Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**

– PALESTINE

PCF-OLP: Pour la reconnaissance de l'État palestinien



Prise de parole de Bassam as-Salhi (Parti du peuple palestinien)

<https://www.youtube.com/watch?v=ANs2lrvtG8>

Discours d'ouverture d'Ahmed Saeed Al-Tamimi (OLP)

<https://www.youtube.com/watch?v=nkboqodEt2Y>

Discours de Sophie Binet (CGT)

<https://www.youtube.com/watch?v=FvDCIy82hXk>

Discours d'ouverture de la journée internationale pour la Palestine - Fabien Roussel

https://www.youtube.com/watch?v=BWHR4_Tsl9I



Protection de l'enfance

Pour un grand service public unifié

« Rien ne révèle mieux l'âme d'une société que la façon dont elle traite ses enfants ». C'est sur cette citation de Nelson Mandela que Fabien Roussel a ouvert les assises du PCF de la protection de l'enfance le 7 juin à Colonel-Fabien.

Pour une première initiative sur cet enjeu de société, tant pour la participation que la qualité, la réussite de ces assises aura fait date. Une des toutes premières interventions de la salle exprime son enthousiasme que son parti s'empare pleinement de cette question.

Ces Assises ont mis en lumière que la protection de l'enfance est un enjeu de justice sociale, un enjeu de dignité, et profondément un enjeu de classe.

Fort de son apport pour l'enfance et la jeunesse dans l'écriture des Jours heureux par le CNR, c'est peu dire que le Parti communiste, parti du commun et de l'humain d'abord, est attendu par tous les acteurs de la protection de l'enfance.

L'objectif de cette journée avait pour ambition de vérifier la pertinence des dix propositions mises en débat par le PCF, de les enrichir afin d'obtenir, sur la durée, dans une démarche programmatique et donc transpartisane, une politique de l'enfance apte au plus tôt à soulager le dispositif de protection de l'enfance et à apporter les réponses urgentes et pérennes à la crise que traverse ce dispositif.

Sans énumérer ici ces dix propositions consultables sur le site du PCF, il est question d'une loi de programmation avec un plan massif de moyens humains et financiers : titularisation des personnels, revalorisation des métiers, une formation continue



digne de ce nom, plafonnements du nombre des situations par travailleur social, développement de la prévention dans tous les territoires.

Construire un grand service public unifié de l'enfance, reposant sur la coopération entre les collectivités, l'Éducation nationale, la santé, la justice et les associations, dans un cadre 100 % public, gratuit et transparent. Redonner du sens aux métiers du social. L'ensemble de ces propositions ne peut exister sans être basé sur un socle clair des responsabilités et des moyens. L'État doit fixer un cadre national garantissant des standards de qualité, tout en laissant aux départements la mise en œuvre adaptée aux réalités locales.

Notre projet politique est d'inscrire dans la Constitution la protection de l'enfance comme un prin-



cipe fondamental de la République, car il est temps d'affirmer haut et fort que chaque enfant a droit à la protection, à la santé, à l'éducation, à la sécurité, à la culture, aux loisirs et à la dignité.

Ce droit doit être opposable, garanti et non négociable. L'enfance doit être sanctuarisée, être un pilier constitutionnel de notre République sociale. Ce que nous nous sommes dits tout au long de cette journée, échangé, construit, enrichi, ici, ensemble, ce n'est pas seulement un constat partagé mais un appel à l'action.

Nous appelons chacune et chacun à construire des Assises départementales avec tous vos acteurs locaux, pour décliner, développer et amplifier sur vos territoires l'initiative d'aujourd'hui. 🗳️

Véronique Sanchez

Les vidéos des interventions lors du colloque.

<https://www.youtube.com/watch?v=u667VzaF7KI>

<https://www.youtube.com/watch?v=GSxVr6jHCuw>

<https://www.youtube.com/watch?v=YW3ZqVO-DZk>

https://www.youtube.com/watch?v=pOBD3C2_U6U

Début de campagne aux Mureaux (Yvelines)

Dans le cadre des élections municipales, les militant·e·s communistes de la ville des Mureaux dans les Yvelines ont commencé un travail de terrain afin de construire le projet avec les habitant·e·s.

Pour cela, nous avons organisé une réunion publique sur la ville. En amont nous avons largement diffusé l'information : dans les boîtes aux lettres, devant les écoles, les commerces et les marchés. La campagne de diffusion a été une vraie initiative en elle-même puisqu'elle nous a permis de rencontrer largement les habitant·e·s, commerçant·e·s, associations, parents d'élèves...

Nous avons aussi largement communiqué sur les réseaux sociaux. En diffusant le tract mais aussi via de courtes vidéos d'appel à cette réunion publique pour finir par une vidéo militante collective qui intégrait des sympathisants connus dans différents milieux (syndicaux, associatifs, religieux...) de la ville. Dans cette réunion publique, après un discours d'accueil, nous avons proposé aux habitant·e·s de se répartir en plusieurs tables thématiques abordant l'ensemble des sujets municipaux.

De l'école à la santé, de la voirie aux animaux, de la jeunesse aux associations, nous avons abordé tous les sujets. Non pas avec une prise de parole descendante, mais en laissant les gens discuter entre eux et avec nous. Un habitant nous a même dit que c'était exactement la même méthode que l'ancien maire communiste de la ville : « Plutôt que de se faire engueuler, il réunissait les gens et les laissait s'engueuler entre eux et faisait la synthèse ensuite ! »

D'abord surpris par la méthode (elles et ils n'avaient pas l'habitude qu'on leur laisse la parole), elles et ils se sont pris au jeu et ont commencé les discussions. Se répartissant entre les tables thématiques regroupées autour de « Les services publics com-



munaux (École, santé, petite enfance...) », « Démocratie locale », « Droit aux loisirs, aux sports et à la culture », « Animation de la ville (vie associative, vie des quartiers...) » et « Aménagement de la ville (voirie, centre-ville, commerces...) ».

Arrivé à la fin du temps imparti, certain·e·s ne voulaient plus s'arrêter ! Les discussions allaient bon train et les habitant·e·s se sont pris au jeu afin de définir leurs priorités pour un projet municipal. Nous avons laissé la possibilité d'un switch entre plusieurs tables, au milieu du temps, afin que tout le monde puisse aller sur les sujets qu'elle/il voulait. Nous avons ensuite fait des restitutions communes avec des porte-parole issus des tables, auto-désignés par les habitant·e·s. Ces comptes rendus ont été très riches. Le but était de faire des comptes rendus de moins de 5 minutes qui pouvaient résumer les échanges.

Une à deux personnes par table sont venues en faire le compte rendu en plénière. Un compte rendu plus détaillé sera envoyé par e-mail aux présent·e·s, les coordonnées ayant été récupérées à l'entrée de



la salle.

Aux comptes rendus, nous avons complété avec des idées que nous avons déjà sur la ville. Tout cela permettra de consolider un vrai projet démocratiquement choisi.

Et à la fin, nous avons partagé toutes et tous ensemble un pot avec des plats et gâteaux faits par des membres de l'équipe. Cela permet de conclure autour d'un moment convivial et de continuer à échanger.

Au moment de partir, on nous demandait quand était la prochaine réunion !

Thibaud de Fleury-Fagnère

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les
moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF :

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Montres à thème, une exclusivité

Doubs est le berceau de l'horlogerie française. Cette industrie séculaire, du pays horloger à Besançon, capitale de la mesure du temps, aura connu ses balbutiements avec ses paysans-horlogers devant leur fenêtre en hiver et son apogée avec ses grandes usines de montres (Kelton, Timex, ...) et leurs nombreux sous-traitants. Dans les années 70, le secteur horloger entre en dépression avec l'arrivée des montres à piles et la concurrence de l'Extrême Orient. Les luttes qui suivirent ces fermetures d'usines parmi lesquelles la grande marche Lip du 29 septembre 1973 qui réunit plus de 100 000 manifestants, aura un retentissement national voire international.

Après ce phénomène de mondialisation effrénée, l'industrie horlogère retrouve depuis deux décennies un nouveau dynamisme avec des implantations nouvelles ou des développements pour la réparation et la fabrication de montres de luxe.

A noter qu'en 2020, l'UNESCO a inscrit les « savoir-faire en mécanique horlogère et mécanique d'art » sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

S'appuyant sur ce savoir-faire (du petit-précis), la Fédération du Doubs du Parti Communiste est fière de présenter, depuis plus de 30 ans ses propres « montres à thème » qu'elle propose en avant-première sur la Fête de l'Humanité (jusqu'en 2023, la Fédération présentait également des montres classiques confiées par des fabricants horlogers du Haut-Doubs).

Chaque année, les militants choisissent le thème de la montre en lien avec l'actualité, les combats politiques ou les commémorations de l'année. Un graphiste professionnel et/ou militant réalise le visuel du cadran, porteur du message. Puis le visuel est confié à un hor-



loger de Morteau, qui assure la fabrication de la série de montres. Parmi les précédents thèmes, on retrouve des hommes illustres : Karl Marx, Victor Hugo, Aragon, et Guy Moquet, ... et des commémorations telles l'abolition de l'esclavage, la libération des camps, les 150 ans de la Commune de Paris, ...

En 2024, les thèmes retenus étaient : La Paix pour l'Humanité (malheureusement toujours et de plus en plus d'actualité), l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon, les 120 ans du journal L'Humanité.

Pour 2025, deux nouveaux modèles sont proposés : pour une Sécurité sociale et solidaire, face aux menaces permanentes qui pèsent sur cet héritage du CNR et La lutte donne des Elles, en référence à la défense des droits des femmes.

La valeur de ces montres tient à leur qualité de fabrication, à la force du message mais aussi à leur caractère exclusif, chacune étant fabriquée en un nombre limité d'exemplaires.

Vous trouverez les huit derniers modèles de montres

sur le stand du Doubs à la Fête de l'Humanité 2025, avenue Pierre Bourdieu où les communistes du Doubs sont toujours fiers de présenter cette vitrine de leur économie locale et internationale reconnue. ✨



Marianne Vautheny

Trésorière de la FD du Doubs du PCF

Vente en ligne sur le site Internet de la FD du Doubs
www.pcf-doubs.fr (Tél. : 06.03.71.46.33)
[\(montreatheme@gmail.com\)](mailto:montreatheme@gmail.com)

– PARIS, 11-13 JUILLET

Université d'Été 2025 du Parti de la gauche européenne

« Paix, planète, peuples : Notre lutte commune »



Rejoignez-nous à Paris – à Colonel-Fabien – pour un rendez-vous militant européen unique !

Face à la montée des extrêmes droites, à la crise climatique, sociale et géopolitique, il est temps de renforcer nos liens, de partager nos luttes, de construire l'avenir ensemble.

Au programme :

- Ateliers de formation et échanges avec des militant-es, syndicalistes et responsables politiques venus d'Europe
- Débats sur les enjeux majeurs : justice sociale, climat, droits humains, paix...
- Construction collective d'une stratégie progressiste européenne

Pourquoi participer ?

- Pour agir face aux défis européens et locaux
 - Pour renforcer la solidarité entre peuples et forces de gauche
- Pour bâtir une Europe solidaire, écologique et démocratique
Inscription obligatoire – places limitées !

european-left.org/event/2025-summer-university

<https://www.european-left.org/event/2025-summer-university>

Participez à la transformation sociale en Europe !

Organisé par le Parti de la gauche européenne, avec le soutien du Parti communiste français.

Calendrier des initiatives organisées par la Fondation Gabriel-Péri

12 juin, 18h45-21h30 : Soirée autour de Jacques Duclos à l'occasion du 50e anniversaire de sa mort. Salle de la Résistance, 50 avenue de la Résistance, Montreuil, avec Philippe Pivion (écrivain ; Stéphane Peu (député) ; Marion Boulestreau (Ciné-Archives) ; Jean Vigreux (professeur d'histoire contemporaine, université de Bourgogne) ; Frédéric Genevée (président du Musée de l'Histoire vivante) ; Quentin Corzani (secrétaire de la section PCF de Montreuil).
Inscription : inscription@gabrielperi.fr

13 juin, 19 h- 21 h : Séance 8 du séminaire Les Ateliers sur l'histoire du communisme : Parti communiste chinois. Avec Sofia Graziani (professeure au département des sciences humaines de l'université de Trente) ; Guido Samarani (professeur au département d'études asiatiques et africaines de l'université de Venise). En visioconférence. Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_vl-yOJS0RkaYF4L4LJHVdw#/registration

17 juin, 14 h-18 h : Chroniques transatlantiques n° 2 : L'extrême droite à la rescousse du capitalisme ? À l'Espace Niemeyer, salle des conférences (1er sous-sol), 8 avenue Mathurin-Moreau, 75019 Paris. Avec Lilith Verstryngue (politologue, secrétaire d'État droits sociaux et à l'Agenda 2030 gouvernement espagnol 2022-2023) ; Quinn Slobodian (historien des relations internationales et du capitalisme université de Boston) ; Sylvie Laurent (historienne et américaniste, maîtresse de conférences à Sciences-Po) ; Daniel Cirera (Conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri) ; Giorgia Bulli (chercheuse au département de sciences politiques et sociales, université de Florence) ; Pablo Rotelli (maître de conférences en sociologie, université Toulouse Capitole) ; Charlotte Balavoine (administratrice de la Fondation Gabriel-Péri) ; Guillaume Roubaud-Quashie (président de la Fondation Gabriel Péri) ; Vincent Ortiz (rédacteur en chef du *Vent se Lève*). Inscription : inscription@gabrielperi.fr Suivre en visio :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_0lIIW2ucTfW18AuYLIPNnw#/registration

20 juin, 14 h-17 h : Séance 9 du séminaire Les Ateliers sur l'histoire du communisme : L'UNEF, une place originale dans la nébuleuse communiste. Inscription obligatoire. Fondation Gabriel Péri, Tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin. Avec Frédéric Genevée (agrégé et docteur en histoire, enseignant) ; Guillaume Hoibian (enseignant). Inscription : inscription@gabrielperi.fr Suivre en visio :
https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_8u2kZggIS2KAlf7Gkl8ymQ#/registration

Parcoursup prive la France de son avenir

Lundi 2 juin, les résultats 2025 de Parcoursup sont tombés, et avec eux des dizaines de milliers de projets d'avenir ont été broyés.

Depuis sa création en 2018, la plateforme censée "orienter" les élèves organise en réalité un tri social systématique. En classant les candidatures selon le lycée d'origine, les notes ou encore les spécialités, elle renforce les inégalités territoriales et sociales. Chaque année, des milliers de jeunes se retrouvent sans affectation dans l'enseignement supérieur, ou contraints d'accepter une formation sans lien avec leurs aspirations, souvent à des centaines de kilomètres de chez eux, sans possibilité financière de s'y installer.

Ce dispositif ne répond en rien au manque structurel de places dans les formations supérieures. Il se contente de le masquer, en excluant ou en reléguant. Année après année, Parcoursup continue ainsi de sacrifier des générations, au profit des enfants issus des familles les plus favorisées.

Mais les conséquences de cette sélection ne s'arrêtent pas aux parcours individuels. Elle affecte aussi l'ensemble du pays. Dans une France toujours plus désindustrialisée, où la qualité des formations professionnelles se dégradent, on pousse des milliers de jeunes vers des voies sans issue : formations dévalorisées, débouchés précaires, perte de sens. C'est un gâchis humain, mais aussi économique et social.

Cette politique produit une double peine : les jeunes sont privés du droit de choisir leur avenir, tandis que le pays se prive de compétences essentielles pour relever les défis de demain. Au lieu d'investir dans les formations utiles, ambitieuses et épanouissantes, le gouvernement poursuit une logique de rentabilité à court terme, au détriment de l'intérêt général.

Face à ce désagrément de nos formations et de nos



emplois, le MJCF revendique une planification démocratique de la production et des formations. Il faut créer un million d'emplois utiles et bien rémunérés pour sortir la jeunesse de la précarité et répondre aux besoins réels du pays. Nous voulons une formation de qualité pour un bon diplôme, puis un emploi utile. Au-delà de la plateforme Parcoursup, nous revendiquons la fin de la sélection à la sortie du bac. Nous revendiquons la mise en place d'un réel service public de l'orientation doté de moyens permettant d'accompagner chaque jeune vers les études de son choix puis l'insertion professionnelle.✱



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Après la conférence PCF-OLP du 4 juin La centralité de la question de l'État palestinien



Les diplomaties française et saoudienne sont-elles en train de reculer ? Selon les informations du *Guardian*, la conférence internationale, qui doit se dérouler à New York du 17 au 20 juin sous l'égide de l'ONU, ne devrait pas voir l'annonce d'une reconnaissance de l'État de Palestine. Il serait désormais question de « mesures préliminaires », de mise en place de groupes de travail et, à nouveau, de conditions préalables que seraient : le cessez-le-feu (ce qui revient à mettre Netanyahu en position de décideur), la libération des otages, la mise en œuvre de réformes de l'Autorité palestinienne (AP), le redressement économique des territoires palestiniens et la fin de la domination du Hamas sur la bande de Gaza.

Un cessez-le-feu pour mettre fin aux massacres, au processus génocidaire, à la situation de famine et aux déplacements massifs de civils, à la « crise d'humanité », comme le dit Jean-François Corty, président de Médecins du monde, à Gaza, est nécessaire et urgent. La libération des otages, comme le PCF l'exige depuis les crimes terroristes du Hamas du 7 octobre, également. L'unification des territoires palestiniens sous l'égide exclusive de l'OLP et de l'AP, sur la base de la charte dont l'OLP s'est dotée, ne l'est pas moins. Tous ces éléments



sont centraux et doivent être mis en œuvre immédiatement et inconditionnellement.

Immédiate et inconditionnelle. La reconnaissance de l'État de Palestine doit l'être également. Est-ce que les quatre pays européens qui, l'année passée, ont reconnu l'État de Palestine ont demandé des « conditions » ? Aujourd'hui, 148 États, c'est-à-dire une majorité mondiale écrasante, ont reconnu l'État de Palestine.

La reconnaissance de l'État de Palestine n'est pas une fin en soi. Cela ne peut pas être non plus un aboutissement qui serait dépendant de la mise en

œuvre de « conditions ». Mais elle doit être le début d'un processus visant à faire advenir un État palestinien effectif aux côtés de l'État d'Israël, pour une paix juste et durable entre les deux peuples. Comme le dit très clairement Bassam as-Salhi, secrétaire général du PPP et membre du Comité exécutif de l'OLP, la constitution d'un État palestinien sur la base du droit international et de la solution à deux États permet de déclencher un processus à la fois démocratique pour le peuple palestinien (nouvelles élections) et pour la paix pour l'ensemble de la région. C'est également ce qu'exigent les com-

munistes et le Mouvement de paix en Israël. C'est le cas, par exemple, de ceux qui dénoncent le blocus en organisant des marches sur Gaza, impliquant plusieurs milliers d'Israéliens, dans un silence médiatique assourdissant.

Il n'est jamais inutile de faire un détour par l'Histoire. La construction d'un État palestinien aux côtés de l'État d'Israël est un engagement historique des communistes. Rappelons-nous des positions de la Ligue de libération nationale en Palestine, formée de communistes, organisation arabe qui soutient en 1947-1948 le plan de partage de l'ONU, comme seule solution pour la paix, reconnaissant l'existence de deux peuples sur la terre de Palestine. On peut se remémorer les paroles fortes du grand dirigeant communiste israélien, Meir Vilner, à la Knesset au moment de l'invasion du Liban par les armées israéliennes en 1982 : « Il n'y a qu'une seule solution pour la paix israélo-palestinienne : le retour sur les lignes du 4 juin [1967], un État palestinien aux côtés d'Israël, une paix complète avec les États arabes, une garantie internationale pour les accords de paix. Seule une paix complète sur ces bases, une paix juste sur ces bases seulement donnera la sécurité. Tout le reste n'est que des aventures dangereuses. »

Aujourd'hui, la reconnaissance de l'État de Palestine répond à deux exigences immédiates. La première est de faire appliquer concrètement les droits nationaux du peuple palestinien. On pourrait dire : enfin. La seconde est de donner au peuple palestinien un véritable cadre politique, nécessaire pour mettre fin aux massacres de masse et à la politique d'épuration ethnique, alors qu'il fait face à un véritable risque d'annihilation. On entend souvent : « Il



n'y a pas de partenaire palestinien. » Rien n'est plus faux. L'OLP est la seule représentante internationale du peuple palestinien. La reconnaissance de l'État de Palestine serait un véritable pas en avant vers un État palestinien de plein exercice, souverain. C'est ce que le PCF et l'OLP ont démontré le 4 juin dernier lors de la conférence commune « Liberté pour la Palestine ». Être à la hauteur de la gravité de la situation, c'est faire le lien entre la nécessité de mettre fin aux massacres immédiatement et celle de la perspective politique, par la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël. La constitution annoncée le 4 juin par le PCF et l'OLP de l'alliance pour les droits nationaux du peuple palestinien répond également à cette même nécessité d'articuler urgence immédiate et perspective politique. D'ici à la conférence de New York, le renforcement de la mobilisation en faveur de la reconnaissance de l'État de Palestine est nécessaire. L'occasion est historique. Il ne faut pas que le gouvernement français la laisse passer ! ★

La fête de l'Humanité

Saint-Benoît-de-Carmaux · Salle des fêtes

81

Samedi 14 juin 2025

9h30 · Accueil

10h30 · Débat
L'accès aux soins, un droit pour tous !

13h · Repas
Cuisine cubaine · 20€ · Inscriptions : pcf81@wanadoo.fr / 05 63 54 07 87

15h · Échange
sur la situation à Gaza et à Cuba

16h · Tombola

Avec **Nicolas Sansu**
député du Cher

I'Humanité

81 PCF

JEUNES COMMUNISTES DU TARN

PCF Tarn



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichieï (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA